



---

## Compte-rendu de l'Assemblée Générale 2002 de l'ACRO

**Saint-Omer, le 24 mai 2003**

---

Le mot du Président

L'ACRO est toujours debout mais vacille de nouveau. Il y a maintenant trois ans (en septembre 2000) nous avons appelé à l'aide et la réponse avait été massive (dons, prise de conscience des collectivités qui nous ont soutenus, ...). Cette opération nous avait sortis de l'ornière jusqu'à aujourd'hui. L'an dernier nous avons évoqué la situation après les élections en disant qu'il allait falloir rester vigilants.

Les subventions obtenues par l'Assemblée Nationale au titre des fonds de réserve parlementaire sont gelées au ministère de l'environnement... Une mobilisation générale sera nécessaire pour réfléchir à un financement plus stable. Pour l'instant, il va falloir retourner une fois de plus battre le pavé pour avoir des sous.

On avait également retenu une logique de croissance des ressources humaines salariées. C'est fait. Les embauches ont donné de la souplesse. La nouvelle équipe est en place et devrait avoir prochainement des locaux adaptés. Les nouveaux contrats d'embauche coûtent peu à l'association. Ils sont établis sous contrat emplois-jeunes (avec l'aide précieuse de Joël Rihouet) qui sont aidés pour 5 ans.

L'an dernier, je disais que nous étions de plus en plus dépendants des subventions. Ce qui ne semblait pas a priori dramatique pour notre indépendance à partir du moment où elles étaient de multiples provenances. Cela dit, j'avais aussi insisté sur la nécessité de chercher des adhérents et des abonnés. Si la restructuration s'est faite comme prévu, il n'en va pas de même du côté des recherches d'adhérents. Nous étions 212 l'an dernier, nous sommes 149 pour l'instant en 2003. Une légère augmentation en perspective qui reste loin du zéro de plus dont on rêvait tout bas. Peut-être faut-il plus de temps pour que les choses avancent... Je vois pour ma part trois hypothèses explicatives :

1. La première concerne les gens, le public, les citoyens. Les sciences humaines évoquent les aspects environnementaux comme étant une des causes indissociable des autres, de la montée du sentiment d'insécurité qui a alimenté le débat politique de l'an dernier. Ou ils font confiance à l'Etat pour contrôler les risques, ou ils sont dans des stratégies individuelles de repli. Les deux incidents ruthénium ont pourtant rappelé notre utilité pour la veille environnementale ; l'article de Sybille et Catherine dans le dernier Acronique montre le degré de respect des normes de radioprotection en matière d'information du public dans le secteur médical. Notre intervention me semble toujours aussi essentielle pour éclairer le débat public et les décisions politiques. Encore faut-il identifier le public. Les décisions politiques en matière de nucléaire me semblent teintées d'un rien de partialité depuis un an. À titre d'exemple, je citerai juste notre ministre de l'environnement qui s'inquiète (lors d'une interview) du risque d'épuisement des énergies renouvelables. Il ne

faudrait pas en priver les prochaines générations !

2. La seconde est économique. J'ai déjà entendu qu'on était trop chers ! Peut-être faut-il mettre plus en avant le coût en regard de l'activité de contrôle de l'association. Montrer ce qu'on fait avec des photos, des articles de presse ? Harceler l'adhérent comme cela se fait ailleurs ? Peut-on songer à faire baisser le prix ou à proposer plusieurs gammes de cotisations ? Produire plus de documents que le journal, moins cher ?

3. La dernière est qu'on ne sait pas informer. J'y vois deux entrées. 1) Notre message est compliqué pour le citoyen de base. Il ignore tout ou presque du sujet. Il ne connaît pas les unités de mesure. Faut-il produire des fascicules pédagogiques ? Les proposer aux gens ? En gros les former ? 2) On n'est pas des communicants. Nous avons des difficultés à faire passer le message. Nos modes de diffusion ne sont pas adaptés ? Ils sont trop ciblés scientifique ? Peut-être faut-il vulgariser plus, faire de l'initiation, trouver des messages moins ambitieux et plus frappants ?

La solution serait peut-être de juxtaposer articles scientifiques et vulgarisation. Cette solution permettrait à un plus grand nombre de comprendre le sens de nos publications. Ils toucheraient alors un plus grand nombre ?

**Du côté "sous" il va donc falloir se remobiliser pour pouvoir continuer. Stop ou encore ?**

Du point de vue de l'activité de l'ACRO, le travail de terrain a été important cette année. Les contrats de mesure prévus sont en voie d'être honorés. Nous participons toujours aux groupes de travail. Il y en a quelques uns en plus dont le groupe "Tchernobyl" ... Le projet Jacquard se poursuit avec les jeunes de la ZEP du Chemin Vert de Caen. Une convention est en route vers la signature avec l'éducation nationale. Elle devrait nous ouvrir des pistes pour le financement d'actions en direction des jeunes.

Du côté de l'information, le site Internet continue à se développer tant du côté contenu que du côté fréquentation. L'Acronique vit toujours, son importance a été réaffirmée lors d'un CA : "c'est un outil essentiel de l'association, un faire valoir toujours à disposition et que l'on peut consulter avant d'aborder un sujet donné".

L'activité va, notre potentiel d'intervention est meilleur. Malgré cela, le risque de couler est quand même là, faute de suivi côté subventions et faute de perspectives sur des contrats comme celui de l'Agence de l'Eau Seine Normandie à qui il a été demandé de mettre la pédale douce sur la radioactivité. Raison de plus à mon sens pour continuer, c'est maintenant qu'on va avoir le plus besoin de l'ACRO !

Nous voulons proposer de délester le CA des activités de gestion pour lui donner plus de temps sur le volet politique. Il s'agit d'une proposition de délégation de pouvoir au niveau de l'équipe de salariés. Une délégation de pouvoir et de responsabilité dans les domaines suivants: Financier, gestion des ressources humaines, il faut continuer à alimenter en prenant garde à ce que le CA conserve la ligne politique.....

Cela induit une délégation de signature (au coordinateur manager) pour les actes courants dans la limite d'une marge de manœuvre concernant les domaines et les seuils qui sera définie et négociée en CA. Le principe d'une coordination "collégiale" nous semble être de nature à favoriser la transition vers le futur mode de fonctionnement. Les orientations, les projets et les évolutions qui seront élaborés dans ces domaines spécifiques devront faire l'objet de concertations qui se traduiront par des décisions collégiales

il me semble qu'il faut d'urgence qu'on rayonne davantage. Peut-être faut-il faire varier le droit de figurer sur notre liste d'adhérents, voire une entrée à la carte ; sachant que les dons ne sont pas limités.

Activité 2002 de  
l'Antenne Haute-Normandie

Contact :

ACRO Haute-Normandie

11, rue des Capucins

76000 ROUEN

tél : 02.35.98.37.51

Intervention dans des réunions publiques. L'antenne a présenté l'état de la pollution radioactive et les risques nucléaires à Dieppe à l'invitation d'ATTAC et à Sassetot le Mauconduit à l'invitation d'une association.

Participation à des commissions officielles

- La Commission Locale d'Information Paluel-Penly s'est réunie une fois. Face au discours d'EDF et de la DRIRE, l'ACRO est seule à poser des questions, à demander des précisions, à soulever des problèmes qui ne sont plus

abordés. Les maires, quant à eux, n'ont aucun esprit critique, aucune curiosité. Ils sont seulement demandeurs d'un nouveau réacteur à Penly.

- Le Comité Radium, dont les réunions ont lieu au Ministère de l'Ecologie a pour mission d'examiner les solutions techniques de décontamination de sites pollués par le radium (notamment des maisons à Gif sur Yvette dans la région parisienne) dans le cadre du dispositif d'aide financière de l'Etat (50% d'aide). Le coût des mesures techniques est parfois tellement élevé que les propriétaires préfèrent une expropriation.

- Action de formation : comme chaque année l'Antenne Haute-Normandie est intervenue dans des formations pour le personnel de l'Education Nationale sur le thème des risques majeurs technologiques et radioactifs.

- Enquête publique : l'Antenne a déposé un avis défavorable à l'enquête publique sur le projet de stockage de déchets radioactifs dans l'enceinte de l'usine AZF de Grande-Paroisse à Grand Quevilly. Les études d'impact et de danger présentaient de grosses lacunes. Par exemple n'était pas envisagé le risque d'explosion (c'est la même usine qu'à Toulouse), pouvant disperser des particules radioactives dans l'atmosphère.

Activité 2002 de  
l'Antenne Nord-Cotentin

Contact :

ACRO Nord-Cotentin

36, Le Bourg

50690 VIRANDEVILLE

tél : 02.33.04.08.47

Une dynamique positive depuis le renforcement de l'antenne. De nombreuses initiatives militantes sont lancées : campagne de relance auprès des adhérents, personnalisation des courriers, visite directe chez les particuliers, journées " portes ouvertes " lors des prélèvements, ...

Mise en place de la " Feuille de Chou " par André et Grégory, permettant un lien avec nos adhérents.

Organisation des " Rencontres ACRO " le 6 décembre 2002 à Cherbourg sur le GRNC.

Sa contribution au sein des commissions se développe de plus en plus ; André et Grégory alimentent le débat par des contributions scientifiques poussées.

Donc, dans les faits, tout cela est encourageant ; dans les effets c'est plutôt décourageant ! Certains membres de l'Antenne sont déçus des faibles relances sur des sujets " chauds " qui mettent en cause des institutionnels (LDA, DGSNR, ...) ; cela pose une question à l'Assemblée Générale : peut-on assurer les objectifs de l'ACRO si l'on ne peut discuter les décisions prises par des institutionnels ... qui nous financent ? L'Antenne et ses militants pensent que non, ce qui peut entraîner une " coupure " avec la base de l'ACRO.

Activité 2002 de  
la Commission Journal  
La Commission Journal :  
Sibylle Corblet-Aznar (bénévole)  
David Boilley (bénévole)  
Elodie Gruat (salariée)

## L'ACRONIQUE DU NUCLÉAIRE

Nombre d'abonnés pour les numéros ci-dessous :

N° 56 : 292

N° 58 : 272

N° 57 : 283

N° 59 : 262

perte de 30 abonnés sur l'année .

Il n'y a pas de problème de fonds. Certains articles ont été vendus.

L'ACRONIQUE coûte trop cher mais pas de possibilité d'arrêter sa parution. Un projet de changement de format est à voir.

Perspectives : rendre compte des rapports, de la feuille de chou, des cahiers de l'ACRO.

### SITE INTERNET -

Moyenne de 600 visiteurs par semaine en France. Baisse au moment des vacances scolaires. Fichiers demandés : radioactivité, Tchernobyl, etc... Les dossiers pédagogiques sont les plus demandés. Japon : 30 visiteurs par semaine - Ukraine : 1 visiteur

Beaucoup de journalistes japonais pour demander notre avis sur différents dossiers. Il y a une liste de diffusion de 50 personnes par semaine en attente.

2003 : indiquer clairement nos spécificités : notre site avec notre adresse. Réfléchir à prendre un stagiaire en informatique

Activité 2002 de la  
Commission communication

les bénévoles de l'association  
Elodie Gruat (salariée)

**Bar des sciences**, Dives sur mer le 19 septembre 2002, organisé par le CCSTI de Caen. Thème "l'eau", intervention de deux scientifiques de l'ACRO.

**Fête de la sciences édition 2002**, Caen du 15 au 19 octobre 2002, en collaboration avec l'association Relais d'Sciences. Dans le cadre de la Fête de la Science,

l'ACRO a organisé trois journées de portes ouvertes sur le thème : "Partez à la découverte de la radioactivité !".

15 octobre : Intervention dans un Collège de Caen : présentation des outils de mesures de la radioactivité,

16 octobre : "journée portes ouvertes" avec accueil du public au siège de l'association, exposition sur la radioactivité et présentation des activités du laboratoire,

17 octobre : accueil de 2 classes de terminale, présentation des outils de mesure de la radioactivité,

19 octobre : à l'intérieur d'une Galerie marchande de Caen, exposition et présentation des outils de mesure de la radioactivité.

l'ACRO a organisé, le 6 décembre 2002 à l'hôtel de Ville de Cherbourg, les "**rencontres ACRO**" sous la forme d'un cycle de conférences ouvert au public.

Thèmes abordés :

"Le travail du Groupe Radioécologie Nord Cotentin ; point de vue d'une association participante", en la présence de Annie SUGIER, Présidente du GRNC,

"les nouvelles dispositions réglementaires en radioprotection et l'organisation des contrôles".

## Activité 2002 de la Commission Secrétariat

Stéphane Cornac (bénévole)  
Elodie Gruat (salariée)

Contacts téléphoniques fréquents avec les salariés afin de gérer : le suivi des réceptions de courriers, l'informatoin concernant l'évolution des dossiers, de piloter les diverses tâches administratives, d'organiser les différentes manifestations.

Une présence hebdomadaire à l'association pour dépouiller les courriers, traiter les dossiers administratifs (salariés, contrats, ...), communiquer avec l'équipe, les salariés, les partenaires, ...

Préparation des 9 Conseils d'administration : courrier de rappel, documents pour le CA, envoi du compte-rendu)

Préparation de l'Assemblée Générale : mise en page du courrier et envoi. Suivi des retours de convocations. Préparation de documents de présentation (liste d'adhérents de l'année précédente et en cours, transparents pour la compta), regroupement des différents bilans, corrections, mise en page et envoi du compte-rendu aux adhérents.

Envoi demande de subventions à 256 mairies (total : 3343,26 euros), aux Conseils Généraux 61, 50 et 14.

Gestion informatique adhérents et abonnés

Envoi demande de renouvellement des adhésions : 4 dans l'année dont un concernant les adhérents de 1987.

Envoi relance abonnement : 1

Envoi par fax de communiqués de presse (4 pour l'année)

Secrétariat de base : enregistrement, dispatching, réponses et expédition du courrier. Suivi des factures et bons de commandes (sauf labo)

## Rapport Financier 2002

La Commission Finances :

Stéphane Cornac (bénévole)

Jean-Pierre Berthelot (bénévole)

Le résultat de l'année 2002 est le plus mauvais depuis la création de l'ACRO, et pourtant c'est une année charnière au cours de laquelle des décisions importantes (embauches, locaux) ont été prises.

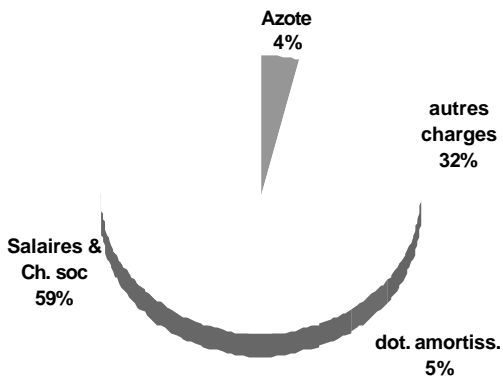
Quelles sont les raisons de ce déficit élevé ?

- Des subventions prévues mais versées avec retard en 2003,
- Le montant des contrats d'analyses en baisse régulière a atteint son plus bas niveau depuis 1997 (42260€) pour une moyenne sur 6 ans de 52700€.

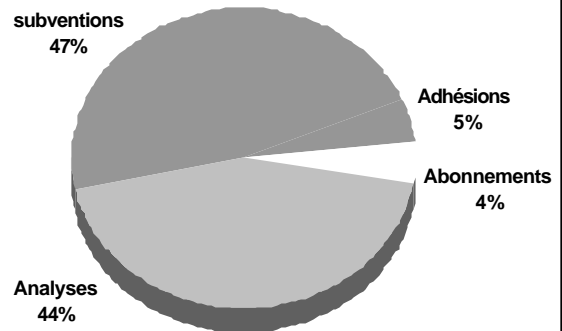
Les charges ont été stabilisées mais avec une baisse inquiétante des amortissements, conséquence d'une absence totale d'investissements depuis 2 ans pour le laboratoire ; Les équipements vieillissent et pour leur remplacement, la capacité d'autofinancement sera inexistante.

Les prévisions pour 2003 sont beaucoup plus optimistes et permettront à notre association de franchir une nouvelle étape de son développement avec l'embauche des 3 nouveaux permanents (2 emplois jeunes et une CES) et un agrandissement programmé des locaux.

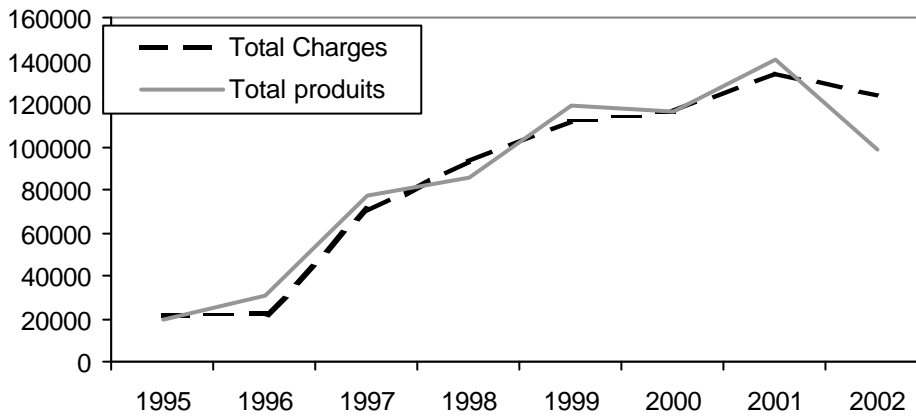
Répartitions des charges en 2002



Répartitions des produits en 2002



Evolution des charges et produits de 1995 à 2002



Bilan 2002 de l'ACRO

P O S T E	EXERCICE 2002			exercice 2001	P O S T E	EXERCICE	
	BRUT	Amort/Prov	NEI	net		2002	2001
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					Capital souscrit	13 914,00	13 914,00
Licences logiciels	4 810,00	4 809,00	1,00	208,00	Réserves	8 638,00	8 638,00
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					Report à nouveau	6 865,00	341,00
Installations techniques, matériels	98 853,00	95 583,00	3 270,00	6 292,00	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-24 967,00</b>	<b>6 524,00</b>
Autres immobilisations corporelles	25 719,00	16 907,00	8 812,00	7 047,00	Provisions réglementées		64,00
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					Provisions pour charges		
Titres immobilisés	108,00		108,00	108,00	Subvention d'investissement	732,00	2 685,00
<b>TOTAL (1)</b>	<b>129 490,00</b>	<b>117 299,00</b>	<b>12 191,00</b>	<b>13 655,00</b>	<b>TOTAL (1)</b>	<b>5 182,00</b>	<b>32 166,00</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
<b>CRÉANCES</b>					Emprunts et dettes / établisst bancaire		
Clients et comptes rattachés	2 051,00		2 051,00	20 134,00	Avances et acomptes reçus/ commandes		
Autres créances	70 044,00		70 044,00	1 613,00	Dettes fournisseurs & cptes rattachés	1 271,00	448,00
<b>DIVERS</b>					Dettes fiscales et sociales	26 150,00	23 694,00
Disponibilités (caisse, banque, ccp)	12 406,00		12 406,00	22 793,00	Autres dettes		
<b>TOTAL (2)</b>	<b>84 501,00</b>		<b>84 501,00</b>	<b>44 540,00</b>	<b>TOTAL (2)</b>	<b>27 421,00</b>	<b>24 142,00</b>
Charges constatées d'avance (3)	631,00		631,00	12,00	Produits constatés d'avance (3)	64 720,00	1 899,00
<b>TOTAL GENERAL ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>214 622,00</b>	<b>117 299,00</b>	<b>97 323,00</b>	<b>58 207,00</b>	<b>TOTAL GENERAL ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>97 323,00</b>	<b>58 207,00</b>

**Compte de résultat 2002 de l'ACRO période du 01/01/02 au 31/12/02**

C H A R G E S			P R O D U I T S		
POSTE	EXERCICE 2002	exercice 2001	POSTE	EXERCICE 2002	exercice 2001
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Achats approvisionnements (azote)	4 794,00	3 219,11	Analyses et expertises	42 263,00	48 942,53
Autres achats & charges externes	40 926,00	39 282,00	Ventes de journaux	4 267,00	3 557,70
Impôts, taxes et Vers <sup>s</sup> assimilés	299,00	3 064,11	subvention d'exploitation	45 176,00	82 327,20
Salaires et indemnités	69 000,00	73 347,05	subvention emploi jeune & CES	23 660,00	23 285,51
Charges sociales	24 166,00	25 382,30	Adhésions et dons	4 707,00	2 948,52
Dotations amortissements & provisions	6 074,00	13 069,91	autres produits	42,00	0,00
autres charges	102,00				
<b>TOTAL (1)</b>	<b>145 361,00</b>	<b>157 364,48</b>	<b>TOTAL (1)</b>	<b>120 115,00</b>	<b>161 061,46</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Intérêts & charges assimilées	274,00	50,46	Intérêts & produits assimilées	70,00	630,38
différences de change					
<b>TOTAL (2)</b>	<b>274,00</b>	<b>50,46</b>	<b>TOTAL (2)</b>	<b>70,00</b>	<b>630,38</b>
<b>CHARG. EXCEPTIONNELLES</b>			<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Charges except./ opérations de gestion		123,79	Produits except./ opérations de gestion	356,00	417,41
Charges except./ opérations en capital	1 828,00		Produits except./ opérations de capital	1 955,00	1 953,48
dotations exceptionnelles sur amortiss.					
<b>TOTAL (3)</b>	<b>1 828,00</b>	<b>123,79</b>	<b>TOTAL (3)</b>	<b>2 311,00</b>	<b>2 370,89</b>
Impôts sur bénéfices					
<b>TOTAL DES CHARGES ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>147 463,00</b>	<b>157 538,73</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>122 496,00</b>	<b>164 062,73</b>
<b>B E N E F I C E</b>		<b>6 524,00</b>	<b>PERTE</b>	<b>24 967,00</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>147 463,00</b>	<b>164 062,73</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>147 463,00</b>	<b>164 062,73</b>

Activité 2002 de  
la Commission Scientifique  
La Commission Scientifique :  
Pierre Barbey (bénévole)  
David Boilley (bénévole)  
André Guillemette (bénévole)  
Mylène Josset (salariée)  
Gilbert Pigrée (salarié)  
Samuel Lopez (salarié - départ 03/02)  
Eric Dunand (salarié - arrivé 08/02)

Activité 2002 du laboratoire et de la  
commission scientifique

Activités 2002 du laboratoire ....

Radioécologie :  
**Surveillance de la radioactivité dans l'environnement  
aquatique continental d'installations nucléaires  
(programmes ACRO)**

- **le plateau de La Hague** (département de la Manche)  
où sont implantés l'usine de retraitement de combustibles  
irradiés de Cogéma-La-Hague et le Centre de Stockage de

la Manche - d'une superficie de 12 ha où sont entassés 526 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs -  
(ANDRA). Mené en collaboration avec l'antenne ACRO Nord-Cotentin (constituée entièrement  
de bénévoles), le programme de surveillance concerne le milieu aquatique continental (échan-  
tillonnage mensuel).

pour 2002 : 282 mesures tritium et 24 mesures gamma.

- **la région Touraine** (département d'Indre et Loire) où est implantée, en bordure de la Loire,  
la centrale de Chinon qui se compose de 4 réacteurs à eau pressurisée de 900 MWe chacun.  
Mené en collaboration avec l'antenne ACRO Touraine (constituée entièrement de bénévoles), le  
programme de surveillance concerne les milieux terrestre et aquatique (échantillonnage annuel).  
pour 2002 : 10 mesures tritium et gamma.

**Suivi radioécologique de l'environnement aquatique continental et marin du littoral  
normand**

A la demande de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) l'ACRO a engagé en mars 2001 un suivi radioécologique de la qualité des eaux marines et continentales du littoral normand.

Ce travail fait suite à "l'étude de la qualité radiologique des eaux marines et continentales du littoral normand", réalisée en 1997/98 pour le compte de l'AESN et servant de "référentiel" tant pour l'interprétation des niveaux dans le temps et l'espace que pour le choix des lieux de surveillance, notamment en milieu marin où il est prévu de préciser la distribution longitudinale des principaux éléments mesurés.

Dans la perspective de fournir un bilan représentatif de l'état radioécologique, le suivi s'articule autour de deux campagnes de prélèvements pour une année révolue : l'une en printemps/été, l'autre en automne/hiver. De cette manière, il est possible de tenir compte des variations saisonnières liées au cycle biologique des espèces et des éventuelles modifications de rejets. Ce suivi est mené sur une période de trois ans(2001-2003).

### **Surveillance radioécologique de l'environnement du chantier COGEMA La Hague dans l'Anse des Moulinets**

Engagée dès 1999, grâce à l'octroi d'un soutien financier de la part de la CSPI (Commission Spéciale et Permanente d'Information auprès des établissements de La Hague), la surveillance avait pour but d'évaluer les éventuelles répercussions sur l'environnement du chantier de reprofilage de l'actuelle conduite de rejets en mer des effluents liquides de l'usine COGEMA. L'ensemble du travail de surveillance effectué par l'ACRO et la totalité des résultats des contrôles ont fait l'objet d'une valorisation en vue d'une large diffusion auprès du public.

Depuis 2001, l'ACRO poursuit sa surveillance dans le cadre d'un nouveau chantier qui, cette fois, concerne le démantèlement de l'ancienne conduite de rejets en mer des effluents liquides de l'établissement COGEMA La Hague.

Elle complète la surveillance réglementaire effectuée par la COGEMA et par l'Office de Protection des Rayonnements Ionisants (OPRI).

Au cours de l'année des prélèvements mensuels ont été effectués dans la zone publique de l'Anse des Moulinets.

Radioprotection :

### **Mesure du radon**

Depuis 1999, l'ACRO réalise la mesure de la concentration en radon à l'intérieur des habitations. Le système choisi utilise un prélèvement passif et une mesure en différé (détecteur à électret ; système E-Perm de Rad Elec Inc.) . Cette méthode de mesure est conforme à la norme NF M60-766.

En 2002, l'ACRO a réalisé de nombreuses mesures à la demande de particuliers ou de collectivités. Des analyses ont été ainsi effectuées dans différents établissements recevant du public à la demande des maires des communes ou des directeurs d'établissements.

### **Inventaire des niveaux de tritium dans le département de la Manche**

Depuis de nombreuses années le Conseil Général de la Manche effectue une surveillance de la radioactivité du département. Dans ce cadre, le Laboratoire Départemental d'Analyse de la Manche mesure régulièrement sur un grand nombre d'indicateurs les niveaux des radioéléments émetteurs gamma ainsi que de l'équivalent strontium 90.

Dans un souci de diffuser une information plus large, le Conseil général de la Manche a proposé à l'ACRO de mener en collaboration avec le LDA 50 une campagne de mesure des niveaux de tritium dans le département de la Manche pour l'année 2001.

Débuté en 2001, ce travail a permis de dresser un inventaire des concentrations en tritium dans les eaux du réseau de distribution de 30 communes du département de la Manche. A terme, cette surveillance fera l'objet d'une diffusion auprès du grand public.



## **Analyse de tourteaux**

A la demande de pêcheurs de la Hague (50) des analyses ont été réalisées sur des crabes pêchés dans le Nord Cotentin autour de Flamanville et de l'usine de La Hague ; Il s'agissait de déterminer la présence d'une éventuelle contamination pouvant expliquer la maladie de certains tourteaux.

Les mesures ont porté sur un groupe de crabes sains et malades.

Aucune contamination radioactive anormalement élevée n'a été mesurée dans la chair de l'ensemble des tourteaux analysés.

## Déchets et environnement

### **Caractérisation radiologique de déchets Industriels Spéciaux**

Depuis plus de 6 ans, le laboratoire est régulièrement sollicité pour effectuer des analyses de radioactivité sur divers déchets industriels spéciaux (DIS). Bien souvent, la demande de caractérisation radiologique fait suite au déclenchement de l'alarme du portique de détection placé à l'entrée du Centre d'Enfouissement Technique (CET).

Comme les années précédentes, l'ACRO met ses moyens et sa compétence à la disposition des industriels qui souhaitent une caractérisation radiologique de leurs DIS.

En complément de l'analyse, une assistance technique va être proposée à ces mêmes industriels pour exploiter les résultats en regard de la directive 96/29 Euratom qui sert de texte guide à la DRIRE pour statuer sur le devenir des déchets.

L'assistance ne concerne pas que le cadre réglementaire, elle s'accompagne bien souvent d'une information/formation sur la radioactivité en général et la radioprotection.

### **Contrôle des effluents rejetés par les établissements hospitaliers**

La ville de Caen a décidé de mettre en place des contrôles réguliers sur les rejets liquides des établissements hospitaliers de l'agglomération caennaise. Ces contrôles sont effectués dans le cadre de conventions signées entre la ville, propriétaire du réseau de traitement des eaux, et les établissements susceptibles d'y rejeter des éléments radioactifs.

Les contrôles ont débuté en septembre 2001 et sont réalisés, à la demande de la ville, par l'ACRO chaque trimestre. Les résultats des mesures sont remis aux établissements intéressés et au service communal d'hygiène et santé.

## Métrologie nucléaire

### **Campagne d'intercomparaison annuelle organisée par l'OPRI .**

Consciente de la nécessité de garantir la qualité des mesures faites au sein du laboratoire, l'ACRO a entrepris diverses démarches dès le début de son activité d'analyse.

A ce jour, le laboratoire dispose d'une qualification technique conformément aux dispositions du décret n°88-715 du 09 mai 1988 relatif à l'harmonisation des mesures de la radioactivité dans l'environnement et les denrées destinées à la consommation.

Pour 2002, le laboratoire a reçu la qualification technique pour la mesure des radioéléments émetteurs gamma de forte et moyenne énergie (>100 keV) Journal officiel du 16/06/02

Du fait de la restructuration des instances officielles de contrôle et de surveillance du Nucléaire en France, aucune intercomparaison n'a eu lieu en 2002.

## Actions pédagogiques

Les demandes de formation ou d'intervention pédagogique deviennent chaque année de plus en plus nombreuses. L'association essaie d'y répondre dans la mesure de ses moyens étant donné que celles-ci réclament un investissement humain que l'association ne peut pas toujours supporter.

Pour l'année 2002, l'ACRO a mis en place en partenariat avec le collège Albert Jacquard de la ville de Caen un projet d'action éducative autour du thème "Environnement et Citoyenneté". Cette

action s'inscrit dans le programme d'innovation pédagogique de l'établissement scolaire.

Le projet permet aux élèves d'une classe du collège de découvrir dans un premier temps le travail d'un laboratoire d'analyses puis de s'impliquer avec les scientifiques de l'ACRO dans chacune des étapes connexes à la surveillance de l'environnement. Cette démarche, basée sur une action précise (l'analyse d'échantillons prélevés par les collégiens eux-mêmes), permet outre l'approche des aspects techniques et scientifiques, une sensibilisation des élèves aux problèmes complexes de l'environnement et de sa protection.

**BILAN des actions pédagogiques et de formation pour l'année 2002**

Partenariat avec le Collège A. Jacquard de Caen :

- "Découverte et initiation aux mesures de la radioactivité dans l'environnement" travail réalisé avec une classe de 5ième dans le courant du 2ième trimestre 2002.- Intervention en classe sur les notions de base et initiation aux mesures de la radioactivité (octobre 2002)

- Accueil de deux classes de terminale en juin et octobre 2002 ;

initiation à la mesure et présentations des instruments d'analyse.

- Accueil d'étudiants de classes préparatoire dans le cadre de leurs travaux personnels encadrés (TPE)

- la mesure du radon ; travail bibliographique et mesures radon réalisés avec l'ACRO sur une maison en granit du département de la Manche (une étudiante en école préparatoire ; Lycée Malherbe à Caen)

- le tritium et sa mesure ; travail bibliographique et participation au protocole de mesure du tritium libre dans l'eau (trois étudiants en école préparatoire ; Lycée Malherbe à Caen)

Activité 2002 de la commission scientifique ....

### **Le Groupe Radioécologie Nord Cotentin**

En Août 1997, La Ministre de l'Environnement et le secrétaire d'Etat à la Santé ont décidé la création du Groupe Radioécologie Nord Cotentin (GRNC) afin d'évaluer les doses et le risque de leucémies radio-induites dans cette région.

Une seconde mission du GNRC a débuté, dans le courant de l'année 2001, afin de traiter le problème des rejets chimiques. Dans ce cadre, plusieurs membres de l'ACRO participent aux travaux des sous-groupes "évaluation de l'impact sanitaire" et "mesures dans l'environnement", l'association faisant partie des organismes consultés.

L'ACRO participe également au nouveau groupe de travail du GNRC, le "GT Ruthénium", mis en place au début de l'année 2002 à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Il répond aux interrogations sur la fiabilité du système de contrôle des rejets aériens de l'exploitant de l'usine COGEMA La Hague ainsi que sur les méthodes de modélisation utilisées dans l'évaluation des impacts environnementaux des rejets aériens.

### **Groupe de travail en radioprotection**

Les réglementations nationales de tous les pays et celles de la Communauté Européenne s'inspirent des recommandations de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR). En vue de préparer ses futures recommandations, la CIPR a souhaité s'enquérir de l'avis et des suggestions des experts des pays qui s'inspirent de ses propositions.

En France, la Société Française de RadioProtection (SFRP) a été mandatée en 1999, pour mettre en place un groupe de travail destiné à alimenter la réflexion de la CIPR. C'est dans cet esprit que la SFRP a sollicité la participation du conseiller scientifique de l'ACRO.

### **Comité radium**

Dans le cadre de la mise en place d'un fonds radium, décidée par le gouvernement, pour aider les propriétaires de sites contaminés par l'industrie du radium à effectuer des travaux de réhabilitation du site, il a été décidé la création d'un comité, dit "radium". A la demande de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques du Ministère de l'Ecologie et de Développement Durable, un représentant de l'ACRO participe à ce comité dont la mission est de se prononcer sur l'attribution des taux de subvention en vue des travaux de réhabilitation.

### **Concertation autour des sites industriels**

Enfin, le conseiller scientifique de l'ACRO a été sollicité pour participer à la réunion préparatoire pour la mise en place d'un groupe de travail "concertation autour des sites industriels" par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire.

## Participation aux commissions officielles d'information

### **Participation aux Commissions Locales d'Information (CLI)**

Depuis plusieurs années, l'ACRO est membre de différentes Commissions Locales d'Information (CLI) :

- ❖ la commission de surveillance du Centre de Stockage Manche (CSM),
- ❖ la CLI des centrales nucléaires de Paluel et de Penly,
- ❖ la Commission Spéciale et Permanente d'Information auprès de l'établissement de La Hague (CSPI).

Celles-ci ont pour but de communiquer auprès de la population sur les activités nucléaires de leur région et les éventuels impacts sur la santé et l'environnement.

### **Participation au Conseil Supérieur de la Sécurité et de l'Information Nucléaires (CSSIN)**

Créé en 1987 par décret, le Conseil Supérieur de la Sécurité et de l'Information Nucléaires (CSSIN) constitue, pour les ministres chargés de l'environnement et de l'industrie, un organisme consultatif de haut niveau dont la mission s'étend à l'ensemble des questions touchant à la sécurité nucléaire et à l'information du public et des médias. Ce conseil rassemble des personnalités venant d'horizons très divers.

Depuis 1999, Pierre Barbey, Conseiller Scientifique de l'ACRO, a été nommé membre du CSSIN et représente l'association au sein de ce conseil. Il a ainsi participé, cette année aux 5 réunions programmées, soit pour étudier les questions d'actualité, soit pour traiter des modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil.

## Autres interventions :

- Ministère de la Santé, Colloque International "Gestion des risques et Gouvernance", le 22 mars 2002 à Paris ; Exposé du Conseiller scientifique de l'ACRO sur le point de vue d'un représentant associatif.

- Congrès SFRP "La radioprotection", La Rochelle les 11 et 12 juin ; participation du Conseiller scientifique de l'ACRO.

- Colloque Université "Gestion des risques" ; Nantes le 18 juin 2002 ; Exposé sur le rôle d'une association, l'ACRO, dans le cadre d'une démarche d'évaluation collective d'un risque industriel.

- Congrès SFRP "Carbone 14" Paris, le 19 avril 2002. participation d'un membre de l'ACRO. Congrès SFRP IRPA ;

- Congrès européen de radioprotection " ; Florence (Italie), du 07 au 10 octobre 2002. Présentation du Groupe de Travail en radioprotection en association avec le Conseiller scientifique de l'ACRO.

- Congrès SFRP "Evaluation et surveillance des rejets radioactifs des installations nucléaires", Strasbourg les 13 et 14 novembre 2002. Présentation des activités et des missions de l'ACRO ; exposé sur le rôle d'une association (ACRO) dans un processus pluriel d'évaluation des risques (GRNC).

- Commission Européenne "Stakeholders' Conference on Approaches to the Management of Environmental Radioactivity", Luxembourg, les 2 et 3 décembre 2002 ; participation de 2 membres de l'ACRO.

- Cours "éthique et société" de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Paris, le 19 novembre 2002 ; Intervention par un membre du conseil scientifique de l'ACRO.

### **Journées de réflexion - Réunions de travail :**

- Réunion au Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Paris le 24 janvier 2002 ; Thème : la réforme en cours des institutions de surveillance du nucléaire : IRSN et DGRSN - et le rôle des associations ; présence de 2 membres du Conseil Scientifique de l'ACRO

- Réunions avec des associations japonaises, Japon, août 2002, participation d'un membre du conseil scientifique de l'ACRO.

- réunion avec "Greenaction" de Kyoto sur le Mox,

- réunion avec "Mihama non Kai" d'Osaka sur l'étude d'impact des rejets de l'usine de retraitement de Rokkas Ho,

- réunion avec "plutonium action Hiroshima" sur le nucléaire militaire.

- Rencontre et Echanges avec la DRIRE de Basse Normandie (DSIN), Caen, Juillet 2002, sur le thème de la restructuration du Contrôle en présence de 5 membres de l'ACRO.

- Réunion des associations membres des Commissions Locales d'Information, Paris, le 30 novembre 2002, participation d'un membre de l'ACRO.

### Publications :

- "Inventaire des concentrations en tritium (HTO) des eaux du département de la Manche" ACRO, édition du 28/10/02, 20 pages

- "Suivi radioécologique de l'environnement aquatique continental et marin du littoral normand - 1er semestre de l'année 2001". ACRO / AESN, édition du 29/10/02, 36 pages

- Article revue "Contrôle" n° 149 édité par l'Autorité de Sûreté Nucléaire. "La surveillance de l'environnement exercée par une association indépendante : l'ACRO". Décembre 2002

- "Découverte et Initiation aux mesures de radioactivité dans l'environnement ; Sensibilisation à la surveillance citoyenne de l'environnement". ACRO / Collège A. Jacquard, 09/03, 23 pages.